

Royaume du Maroc



**Direction des Etudes
et des Prévisions financières**

Evaluation de l'impact à court terme de l'application
du " Gentelmen A greement " sur l'économie marocaine

Octobre 1996

Document de travail n° 12

Evaluation de l'Impact à court terme
de l'application du "Gentlemen A greement"
sur l'Economie Marocaine

Octobre 1996

La présente note essaie d'évaluer l'impact à court terme sur quelques agrégats de l'économie marocaine, de la hausse du salaire minimum, des prestations sociales et de la masse salariale de l'Etat et, ce conformément aux conclusions du dialogue social.

1. Hypothèses des simulations

Les effets devant être examinés sont ceux consécutifs à l'amélioration de 10% des salaires minimum, à la hausse des prestations sociales et à l'augmentation de 3,22 milliards de dirhams, en deux tranches, de la masse salariale globale de l'Etat.

Pour effectuer les différentes simulations, il est apparu opportun de calculer certains coefficients d'élasticité. Ces derniers ont montré une hausse de 1% des prix intérieurs agricoles entraîne une diminution de 0,44% des exportations agricoles. La même augmentation des prix des produits manufacturés provoque une réduction de 0,67% des exportations. De plus, les prix intérieurs augmentent de 0,34% lorsque la demande s'apprécie de 1%.

Le système statistique national ne permet pas, pour l'instant, de connaître la part de la population active payée au salaire minimum. Pour contourner cette difficulté, il a été supposé que l'augmentation du SMIG/SMAG concerne la totalité des travailleurs dans l'agriculture et la moitié des salariés dans le secteur non agricole. Cette dernière hypothèse s'est confirmée pour certains secteurs d'activité.

Pour évaluer l'inflation pouvant être générée par l'application du gentlemen agreement, il a été supposé également que 50% de la hausse des coûts est répercutée sur les prix intérieurs. La variation de cette proportion ne modifie pas sensiblement les résultats des différentes simulations.

2. Retombées globales du gentlemen agreement

L'outil utilisé pour les simulations est le tableau économique d'ensemble (TES) base 1990 actualisé, en prenant en considération les données de 1994 avec un bouclage sur les exportations.

Les retombées du gentlemen agreement sont mesurés par les écarts entre les nouvelles données des agrégats et celles de la situation de référence. Elles se présentent comme si les dispositions du dialogue social sont mises en œuvre de façon ponctuelle sans distinguer les deux étapes (voir tableau 1).

2.1 Inflation par les coûts et par la hausse de la demande intérieure

L'impact de l'accord sur l'économie marocaine est légèrement inflationniste. L'inflation est générée par l'augmentation des coûts à la production et par l'accroissement de la demande intérieure.

Les prix à la consommation subissent un supplément d'inflation de 0,6 point, toutes choses égales par ailleurs. Cette évolution modérée s'explique par la répercussion uniquement partielle de la hausse des coûts sur les prix.

L'inflation mesurée par le déflateur du PIB est de 2 points. Elle peut être décomposée de la façon suivante : 0,6 point provenant de la hausse des salaires du privé et 1,3 point pour ce qui est de l'accroissement des dépenses salariales publiques. Quant au déflateur du PIB marchand, il ne progresse que de 1 point, soit un rythme supérieur à celui du coût de la vie.

2.2 Les exportations en perte de compétitivité et les importations stimulées par la demande intérieure

Les prix des exportations accusent une progression supplémentaire de 1 point. La perte de compétitivité induite se traduit par un repli de 0,5% du volume des exportations. Les exportations diminuent, également, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure qui vient concurrencer la demande étrangère en biens nationaux.

Les importations augmentent de 1,5% sous l'effet de la hausse de la demande intérieure impulsée essentiellement par la relance des dépenses de l'Etat. Cette hausse est également entraînée par le fait que les produits fabriqués localement deviennent relativement coûteux comparés aux produits importés

La consommation des ménages se développe de 2,4%. Mais, seul le sixième de cette hausse peut être expliqué par l'appréciation des salaires privés. Le niveau important de progression de la consommation des ménages laisse penser que l'effet sur l'épargne de l'ajustement des salaires est faible.

2.3 La hausse des salaires publics est une relance par les dépenses de l'Etat

Le produit intérieur brut gagne 1 point de croissance supplémentaire. Cette croissance provient essentiellement de la hausse des dépenses publiques qui crée 0,9 point de croissance additionnelle.

Seul 0,1 point de cette croissance provient de la hausse des salaires du secteur privé. Cette situation s'explique par le fait que l'Etat supporte un effort beaucoup plus important que le secteur privé au niveau de l'accroissement de la masse salariale.

2.4 Hausse des recettes et des dépenses

Les recettes de l'Etat s'accroissent en valeur de 2%. La contribution de l'impôt général sur le revenu s'avère faible du moment que le revenu imposable n'augmente que de 0,4%.

Les impôts indirects progressent plus vite (2,1%) en raison du développement de la demande intérieure et des importations, avec toutes les conséquences sur les recettes de la TVA et des droits de douanes.

Les dépenses ordinaires augmentent de 3,5% eu égard à l'appréciation de la masse salariale publique. Cet alourdissement des dépenses ne peut être compensé qu'à moitié par l'accroissement des recettes publiques.

3. Retombées par tranche

L'application du gentlemen agreement se fera en deux étapes : Une augmentation du SMIG/SNIAG de 10% et une hausse de la masse salariale publique de 1,6 milliard de dirhams dans une première phase. Dans une seconde étape, il y aura un ajustement des salaires publics de 1,6 milliard de dirhams.

La mise en œuvre de la première tranche (voir tableau 2) se traduit par une croissance additionnelle du PIB de 0,6 point, par une augmentation supplémentaire des importations de 0,9%, par un accroissement de l'inflation compris entre 0,6 et 1 point selon que l'on considère l'indice du coût de la vie ou le déflateur du PIB marchand. Les recettes de l'Etat progressent à un rythme 30% moins rapide que celui des dépenses publiques.

La deuxième tranche se distingue, par rapport à la première phase, par une croissance économique plus lente et par un accroissement plus limité de la consommation privée. Par contre, elle aggrave plus le déficit budgétaire par comparaison à la première phase.

4- Conclusion

Outre la détente du climat social, la mise en œuvre du gentlemen agreement aura un impact favorable à court terme sur la croissance économique et sur la relance de la demande intérieure. Son effet sur la compétitivité des exportations est par contre moins bénéfique.

Au niveau des finances publiques, le déficit additionnel prévu initialement (1% du PIB), au terme de la deuxième étape, ne sera en réalité que de 0,5% du PIB et ce, grâce à l'effet positif sur les recettes fiscales. L'accroissement du déficit se fera en deux ans à raison de 0,25% du PIB par exercice budgétaire.

Tableau 1

Impact de la mise en œuvre du gentlemen agreement de manière ponctuelle

	Impact de la hausse des salaires du privé	Impact de la hausse des salaires publics	Impact global
<i>Eléments de l'offre</i>			
Produit intérieur Brut	0,1%	0,9%	1,0%
Importations en volume	0,3%	1,4%	1,5%
<i>Eléments de la demande</i>			
Consommation privée	0,4%	2,0%	2,4%
Exportations en volume	-0,5%	0,0%	-0,5%
<i>Eléments de l'inflation</i>			
Indice du Coût de la Vie	0,6%	0,0%	0,6%
Prix des exportations	1,0%	0,0%	1,0%
Prix du PIB marchand	1,0%	0,0%	1,0%
Coût de la production marchande	0,9%	0,0%	0,9%
<i>Eléments des finances publiques</i>			
Recettes de l'Etat	0,5%	1,4%	2,0%
- Impôts directs	0,4%	1,4%	1,8%
- Impôts indirects	0,6%	1,5%	2,1%
Dépenses de l'Etat	0,0%	3,5%	3,5%
<i>Eléments du compte des ménages</i>			
Revenus des salariés (globalement)	1,4%	2,9%	4,3%
Revenus des salariés du secteur public	0,0%	11,4%	11,4%
Revenus imposables	0,0%	0,3%	0,4%

Tableau 2

Impact de la mise en œuvre du gentlemen agreement en deux tranches

	Impact de la première tranche	Impact de la seconde tranche	Impact global
<i>Eléments de l'offre</i>			
Produit intérieur Brut	0,6%	0,4%	1,0%
Importations en volume	0,9%	0,7%	1,5%
<i>Eléments de la demande</i>			
Consommation privée	1,4%	1,0%	2,4%
Exportations en volume	-0,5%	0,0%	-0,5%
<i>Eléments de l'inflation</i>			
Indice du Coût de la Vie	0,6%	0,0%	0,6%
Prix des exportations	1,0%	0,0%	1,0%
Prix du PIB marchand	1,0%	0,0%	1,0%
Coût de la production marchande	0,9%	0,0%	0,9%
<i>Eléments des finances publiques</i>			
Recettes de l'Etat	1,3%	0,7%	2,0%
- Impôts directs	1,1%	0,7%	1,8%
- Impôts indirects	1,4%	0,7%	2,1%
Dépenses de l'Etat	1,8%	1,8%	3,5%
<i>Eléments du compte des ménages</i>			
Revenus des salariés (globalement)	2,9%	1,5%	4,3%
Revenus des salariés du secteur public	5,7%	5,7%	11,4%
Revenus imposables	0,2%	0,2%	0,4%